

RAPPORT MORAL

de Mahel Coppey, présidente du RTES

Le RTES a 20 ans. Cette assemblée générale est le dernier temps du cycle engagé par le RTES dans le cadre de ses 20 ans, cycle qui a permis de nous retrouver après une longue période de distanciation et de regarder collectivement le chemin parcouru pour mieux nous projeter dans l'avenir.

CHEMIN PARCOURU

Presque 200 adhérents et 15 collectivités qui ont rejoint le réseau cette année. Beaucoup de travail abattu depuis la dernière Assemblée générale en septembre dernier :

- Publication de l'**ouvrage des 20 ans du RTES**, qui met à l'honneur celles et ceux qui ont fait le RTES, au 1er rang desquels Christiane Bouchart. Un ouvrage qui retrace 20 ans d'intelligence collective, 20 ans d'actions par et pour les territoires, 20 ans de plaidoyer.
- **Travail de recherche de Jean-Louis Laville et Laurent Fraisse** qui a permis de porter un regard sur 20 ans d'histoire de l'ESS et de politiques publiques d'ESS. Ce travail met en lumière la contribution du RTES au "tournant territorial" de l'ESS depuis 20 ans : depuis le début, la question des territoires au cœur de la vision et des actions du RTES

En 20 ans, le paysage dans lequel le RTES évolue a beaucoup changé, pour arriver aujourd'hui dans une période d'**institutionnalisation et de reconnaissance de l'ESS**. On a dépassé la phase de transition ou d'expérimentation pour entrer dans une phase de transformations.

Le terme d'ESS est quasiment rentré dans le langage courant, qui bénéficie d'une image positive, mobilisatrice (notamment chez les jeunes) comme **réponse à la quête de sens dans le travail, à l'envie de transformer les modes de vie et de consommation**.

L'ESS est de mieux en mieux reconnue comme apportant de vraies solutions, dont s'emparent les pouvoirs publics. En témoigne le nombre croissant d'élus délégués à l'ESS au sein des collectivités, ou encore l'adoption fin 2021 d'un **plan d'actions européen pour l'ESS**.

Autre signe encourageant : la dynamique de reconnaissance internationale (OCDE, adoption résolution ONU...). Mais ce n'est jamais gagné.

Côté Régions :

9 régions engagées au RTES, certaines au CA : NA, Bretagne, Grand Est, BFC, mais aussi Normandie, Occitanie, Guadeloupe, Martinique, Collectivité Territoriale de Corse, bientôt région Sud..), mais peu de vice-présidences dédiées, et pas de commission ESS à Régions de France, malgré la mobilisation du RTES et des régions adhérentes.

Côté État :

Au niveau national, l'ESS conserve un secrétariat d'État : une reconnaissance ministérielle que nous saluons. Pour la 1ère fois, l'ESS figure explicitement dans les attributions du Ministre de l'Économie et des Finances. Néanmoins, cette reconnaissance devra être suivie d'actes forts.

- Importance de pleinement considérer le rôle que l'ESS doit jouer dans la transformation de l'économie et dans la transition écologique, sans confondre ESS et RSE.
- Mais plaidoyer nécessaire, aux côtés des acteurs de l'ESS, pour que l'ESS ait une politique et des interlocuteurs État au national et en région.

SE PROJETER DANS L'AVENIR

Des avancées et réalisations importantes, mais des défis tout aussi importants.

Nous avons souhaité dans le cadre des 20 ans du RTES nous projeter sur les prochaines années : quelle ESS et quelles politiques publiques ESS dans 20 ans ? On s'est risqué à cet exercice en 2022, avec nombre d'entre vous, et un accompagnement de Laurent Fraisse, Jean-Louis Laville et de l'agence Les Beaux Jours. Que retenir ?

Focus sur 2 des défis auxquels nous sommes confrontés :

- **DÉFI DÉMOCRATIQUE** : montée continue de l'abstention et de l'extrême droite nous oblige à réinventer nos façons de faire. Face au découragement qui peut parfois nous atteindre, nous devons plus que jamais témoigner que l'ESS est un pilier d'émancipation et de développement, individuel et collectif, un facteur décisif de la qualité de la vie. Et redire en quoi l'ESS dans nos territoires contribue à la démocratie, permet de vivre et de faire ensemble, d'accepter l'autre, permet une démocratie ancrée dans les territoires et ouverte.
- **DÉFI ÉCONOMIQUE** : impacts de la guerre en Ukraine sur les denrées alimentaires/énergétiques, inflation, hausse de la précarité (très fort vis à vis de l'alimentation) qui nous obligent à inventer de nouveaux modèles économiques de développement et développer des filières plus durables et plus solidaires. L'ESS invente aujourd'hui déjà ces modèles et doit être soutenue et valorisée pour prendre toute son ampleur et rôle.

Du travail donc avant que l'ESS ne soit la norme de demain, du travail pour le RTES pour les 20 prochaines années, mais nous avons l'énergie et les convictions.